

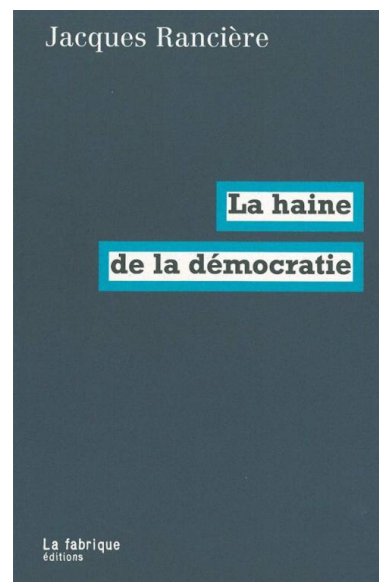
Jacques Rancière: «Défaire les confusions servant l'ordre dominant»

PAR JOSEPH CONFAYREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 3 DÉCEMBRE 2019

Quelles sont les racines de la crise démocratique actuelle ? Comment comprendre la simultanéité des révoltes contemporaines ? Quinze ans après la publication de son ouvrage analysant les contours de la « *haine de la démocratie* », éléments de réponse avec le philosophe Jacques Rancière.

Alors que des révoltes s'emparent de plusieurs pays sur tous les continents ; que la France s'apprête à un mouvement social contestant, au-delà de la réforme des retraites, l'accentuation des réformes d'inspiration néolibérale ; et que la politique traditionnelle ne semble guère offrir qu'une fausse alternative entre des « progressismes » et des « autoritarismes » dont le dénominateur commun est leur subordination aux intérêts financiers, le philosophe Jacques Rancière revient pour Mediapart sur ces basculements politiques et intellectuels pour tenter de « *défaire les confusions traditionnelles qui servent l'ordre dominant et la paresse de ses prétendus critiques* ».

Quinze ans après la publication de *La Haine de la démocratie* (La Fabrique), quel tour a pris la mutation idéologique que vous décriviez alors ?



Jacques Rancière : Les thèmes du discours intellectuel « républicain » que j'avais analysés alors se sont diffusés largement et, en particulier, ils ont alimenté l'aggiornamento de l'extrême droite qui a bien vu l'intérêt qu'il y avait à recycler les arguments racistes traditionnels en défense des idéaux républicains et laïques. Ils ont également servi de justification à un certain nombre de mesures de restriction des libertés comme celles qui proscrirent tel habillement et demandent à chacun d'entre nous de s'offrir à visage nu au regard du pouvoir.

On peut dire à la fois que ces thèmes ont étendu leur empire et qu'ils ont plus clairement laissé voir leur obédience par rapport aux puissances dominantes. La haine intellectuelle de la démocratie s'est de plus en plus montrée comme le simple accompagnement idéologique du développement vertigineux des inégalités en tout genre et de l'accroissement du pouvoir policier sur les individus.

Le terme de populisme, dans son emploi péjoratif, constitue-t-il le nouveau visage principal de cette haine de la démocratie qui prétend défendre le gouvernement démocratique à condition qu'il entrave la civilisation démocratique ?

Populisme n'est pas le nom d'une forme politique. C'est le nom d'une interprétation. L'usage de ce mot sert à faire croire que les formes de renforcement et de personnalisation du pouvoir étatique qu'on constate un peu partout dans le monde sont l'expression d'un désir venant du peuple, entendu comme ensemble des classes défavorisées. C'est toujours la même grosse ficelle qui consiste à dire que, si nos États sont de plus en plus autoritaires et nos sociétés de plus en plus inégalitaires, c'est en raison de la pression exercée par les plus pauvres qui sont bien sûr les plus ignorants et qui, en bons primitifs, veulent des chefs, de l'autorité, de l'exclusion, etc. On fait comme si Trump, Salvini, Bolsonaro, Kaczyński, Orbán et leurs semblables étaient l'émanation d'un petit peuple souffrant et révolté contre les élites. Or ils sont l'expression directe de l'oligarchie économique, de la classe politicienne, des forces sociales conservatrices et des institutions autoritaires (armée, police, Églises).

Que cette oligarchie s'appuie par ailleurs sur toutes les formes de supériorité que notre société laisse à ceux qu'elle infériorise (des travailleurs sur les chômeurs, des Blancs sur les basanés, des hommes sur les femmes, des habitants des provinces profondes sur les esprits légers des métropoles, des gens « normaux » sur les pas normaux, etc.), c'est certain. Mais ce n'est pas une raison pour mettre les choses la tête en bas : les pouvoirs autoritaires, corrompus et criminels qui dominant aujourd'hui le monde, le font d'abord avec l'appui des nantis et des notables, pas avec celui des déshérités.

Que vous inspirent l'inquiétude affichée par beaucoup vis-à-vis de la fragilité des institutions démocratiques existantes et les nombreux ouvrages annonçant la fin ou la mort des démocraties ?

Je ne lis pas trop la littérature catastrophiste et j'aime assez l'opinion de Spinoza pour qui les prophètes étaient d'autant mieux placés pour prévoir les catastrophes qu'ils en étaient eux-mêmes responsables. Ceux qui nous alertent sur la « fragilité des institutions démocratiques » participent délibérément à la confusion qui affaiblit l'idée démocratique. Nos institutions ne sont pas

démocratiques. Elles sont représentatives, donc oligarchiques. La théorie politique classique est claire là-dessus même si nos gouvernants et leurs idéologies se sont employés à tout embrouiller. Les institutions représentatives sont par définition instables. Elles peuvent laisser un certain espace à l'action des forces démocratiques – comme cela a été le cas des régimes parlementaires au temps du capitalisme industriel – ou tendre vers un système monarchique. Il est clair que c'est la dernière tendance qui domine aujourd'hui.

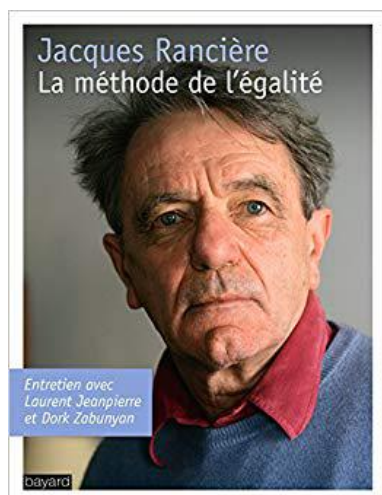
C'est notamment le cas en France où la Cinquième République a été conçue pour mettre les institutions au service d'un individu et où la vie parlementaire est entièrement intégrée à un appareil d'État lui-même entièrement soumis au pouvoir du capitalisme national et international quitte, bien sûr, à susciter le développement des forces électorales qui prétendent être les « vraies » représentantes du « vrai » peuple.

Parler des menaces pesant sur « nos démocraties » a alors un sens bien déterminé : il s'agit de faire porter à l'idée démocratique la responsabilité de l'instabilité du système représentatif, de dire que si ce système est menacé, c'est parce qu'il est trop démocratique, trop soumis aux instincts incontrôlés de la masse ignorante. Toute cette littérature travaille finalement pour la comédie réglée des seconds tours de présidentielle où la gauche « lucide » se serre autour du candidat de l'oligarchie financière, seul rempart de la démocratie « raisonnable » contre le candidat de la « démocratie illibérale ».

Les critiques sur les désirs illimités des individus de la société de masse moderne se sont accentuées. Pourquoi ? Comment expliquez-vous qu'on retrouve ces critiques sur tous les bords de l'échiquier politique ? S'agit-il de la même chose chez Marion Maréchal-Le Pen ou chez Jean-Claude Michéa ?

Il y a un noyau dur invariant qui alimente des versions plus ou moins de droite ou de gauche. Ce noyau dur a d'abord été forgé par les politiciens conservateurs et les idéologues réactionnaires du XIX^e siècle, qui ont lancé l'alerte contre les dangers d'une société où les capacités de consommer et les

appétits consommateurs des pauvres se développaient dangereusement et allaient se déverser en torrent dévastateur pour l'ordre social. C'est la grosse astuce du discours réactionnaire : alerter contre les effets d'un phénomène, pour imposer l'idée que ce phénomène existe : que les pauvres, en somme, sont trop riches.



Ce noyau dur a été récemment ré-élaboré « à gauche » par l'idéologie dite républicaine, forgée par des intellectuels rancuniers à l'égard de cette classe ouvrière en qui ils avaient mis toutes leurs espérances et qui était en train de se dissoudre. Le grand coup de génie a été d'interpréter la destruction des formes collectives de travail commandée par le capital financier comme l'expression d'un « individualisme démocratique de masse » issu du cœur même de nos sociétés et porté par ceux-là mêmes dont les formes de travail et de vie étaient détruites.

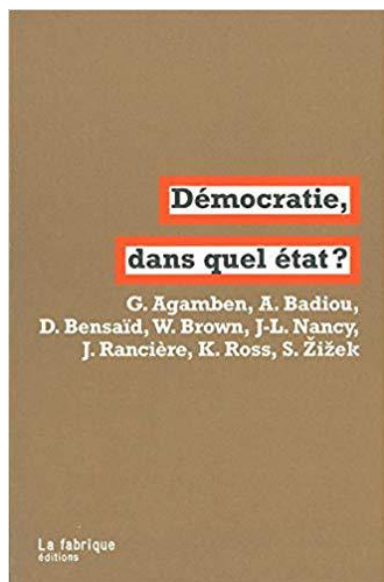
À partir de là toutes les formes de vie commandées par la domination capitaliste étaient ré-interprétables comme des effets d'un seul et même mal – l'individualisme – auquel on pouvait, selon son humeur, donner deux synonymes : on pouvait l'appeler « démocratie » et partir en guerre contre les ravages de l'égalitarisme ; on pouvait l'appeler « libéralisme » et dénoncer la main du « capital ». Mais on pouvait aussi rendre les deux équivalents et identifier le capitalisme au déchaînement des appétits consommateurs des petites gens.

C'est l'avantage d'avoir donné le nom de « libéralisme » au capitalisme absolutisé – et, par ailleurs, parfaitement autoritaire – qui nous gouverne : on identifie les effets d'un système de domination avec ceux des formes de vie des individus. On pourra donc, à son gré, s'allier aux forces religieuses les plus réactionnaires pour attribuer l'état de nos sociétés à la liberté des mœurs incarnée par la PMA et le mariage homosexuel ou se réclamer d'un idéal révolutionnaire pur et dur pour faire porter à l'individualisme petit-bourgeois la responsabilité de la destruction des formes d'action collectives et des idéaux ouvriers.

Que faire face à une situation où la dénonciation d'une façade démocratique dont les lois et les institutions ne sont souvent que les apparences sous lesquelles s'exerce le pouvoir des classes dominantes, et où le désenchantement vis-à-vis de démocraties représentatives ayant rompu avec toute idée d'égalité donne de l'espace à des personnages de type Bolsonaro ou Trump qui accroissent encore les inégalités, les hiérarchies et les autoritarismes ?

Ce qu'il faut d'abord, c'est défaire les confusions traditionnelles qui servent également l'ordre dominant et la paresse de ses prétendus critiques. Il faut, en particulier, en finir avec cette doxa héritée de Marx qui, sous couleur de dénoncer les apparences de la démocratie « bourgeoise », valide en fait l'identification de la démocratie avec le système représentatif. Il n'y a pas une façade démocratique sous le masque de laquelle s'exercerait la réalité du

pouvoir des classes dominantes. Il y a des institutions représentatives qui sont des instruments directs de ce pouvoir.



Le cas de la Commission de Bruxelles et de sa place dans la « Constitution » européenne aurait dû suffire à éclairer les choses. On a là la définition d'une institution représentative supranationale où la notion de représentation est totalement dissociée de toute idée de suffrage populaire. Le traité ne dit même pas par qui ces représentants doivent être choisis. On sait, bien sûr, que ce sont les États qui les désignent mais aussi qu'ils sont en majorité des anciens ou de futurs représentants des banques d'affaires qui dominent le monde. Et un simple coup d'œil sur le périmètre des sièges de sociétés dont les immeubles entourent les institutions de Bruxelles rend tout à fait inutile la science de ceux qui veulent nous montrer la domination économique dissimulée derrière les institutions représentatives.

Encore une fois, Trump pourrait difficilement passer pour un représentant des paumés de l'Amérique profonde et Bolsonaro a été immédiatement adoubé par les représentants des milieux financiers. La première tâche est de sortir de la confusion entre démocratie et représentation et de toutes les notions confuses qui en sont dérivées – du genre « démocratie représentative », « populisme », « démocratie illibérale », etc. Les institutions démocratiques ne sont pas à préserver contre le péril « populiste ». Elles sont

à créer ou à recréer. Et il est clair que, dans la situation actuelle, elles ne peuvent l'être que comme des contre-institutions, autonomes par rapport aux institutions gouvernementales.

La haine de la démocratie est-elle comparable quand elle prend la forme de la nostalgie dictatoriale d'un Bolsonaro ou l'apparence bon enfant d'un Jean-Claude Juncker expliquant qu'il ne peut « y avoir de choix démocratique contre les traités européens » ? Autrement dit, doit-on et peut-on hiérarchiser et distinguer les menaces qui pèsent sur la démocratie, ou bien la différence entre les extrêmes droites autoritaires et les technocrates capitalistes prêts à réprimer violemment leurs peuples n'est-elle que de degré et pas de nature ?

Il y a toutes les nuances que l'on veut entre ses diverses formes. Elle peut prendre appui sur les forces nostalgiques des dictatures d'hier, de Mussolini ou de Franco à Pinochet ou Geisel. Elle peut même, comme dans certains pays de l'Est, cumuler les traditions des dictatures « communistes » avec celles des hiérarchies ecclésiastiques. Elle peut s'identifier plus simplement aux incontournables nécessités de la rigueur économique, incarnées par les technocrates bruxellois. Mais il y a toujours un noyau commun.

Juncker n'est pas Pinochet. Mais on s'est rappelé récemment que les puissances « néolibérales » qui gouvernent au Chili le font dans le cadre d'une constitution héritée de Pinochet. La pression exercée par la Commission européenne sur le gouvernement grec n'est pas la même chose que la dictature des colonels. Mais il s'est avéré que le gouvernement « populiste de gauche », spécialement élu en Grèce pour résister à cette pression, a été incapable de le faire.

En Grèce comme au Chili, comme un peu partout dans le monde, il s'est avéré que la résistance aux oligarchies ne vient plus que de forces autonomes par rapport au système représentatif et aux partis dits de gauche qui y sont intégrés. Ceux-ci raisonnent de fait dans le cadre de la logique du choix du moindre mal. Ils y subissent débâcle sur débâcle. On serait tenté de s'en réjouir si cette débâcle continue n'avait pas l'effet

d'augmenter le pouvoir de l'oligarchie et de rendre plus difficile l'action de ceux qui cherchent vraiment à s'y opposer.

Comment regardez-vous les embrasements planétaires de cet automne ? Peut-on repérer des causes et des motifs communs dans les différentes révoltes qui se produisent sur plusieurs continents ? Par rapport aux mouvements « des places », qui réclamaient une démocratie réelle, ces révoltes partent davantage de motivations socioéconomiques. Est-ce que cela raconte quelque chose de neuf sur l'état de la planète ?

La revendication démocratique des manifestants de Hong Kong dément une telle évolution. De toutes façons, il faut sortir de l'opposition traditionnelle entre les motivations socioéconomiques (jugées solides mais mesquines) et les aspirations à la démocratie réelle (jugées plus nobles mais évanescences). Il y a un seul et même système de domination qui s'exerce par le pouvoir financier et par le pouvoir étatique. Et les mouvements des places ont précisément tiré leur puissance de l'indistinction entre revendications limitées et affirmation démocratique illimitée. Il est rare qu'un mouvement démarre par une revendication de démocratie. Ils démarrent souvent par une réclamation contre un aspect ou un effet particulier d'un système global de domination (un trucage électoral, le suicide d'une victime de

harcèlement policier, une loi sur le travail, une augmentation du prix des transports ou des carburants mais aussi un projet de suppression d'un jardin public).



Quand la protestation collective se développe dans la rue et dans les lieux occupés, elle devient non pas simplement une revendication de démocratie adressée au pouvoir contesté mais une affirmation de démocratie effectivement mise en œuvre (*democracia real ya*). Ce que cela raconte, c'est essentiellement deux choses : premièrement, la politique prend de plus en plus le visage d'un conflit de mondes – un monde régi par la loi inégalitaire contre un monde construit par l'action égalitaire – où la distinction même entre économie et politique tend à s'évanouir ; deuxièmement, les partis et organisations jadis intéressés à la démocratie et à l'égalité ont perdu toute initiative et toute capacité d'action sur ce terrain qui n'est plus occupé que par des forces collectives nées de l'événement lui-même. On peut toujours répéter que ça manque d'organisation. Mais qu'est-ce qu'elles font, les fameuses organisations ?

Une certaine forme de routinisation de l'émeute à l'échelle mondiale dessine-t-elle un contre-mouvement important ?

Je n'aime pas trop le mot de routinisation. Descendre dans la rue à Téhéran, Hong Kong ou Djakarta ces temps-ci, ça n'a vraiment rien de routinier. On peut seulement dire que les formes de la protestation

tendent à se ressembler contre des systèmes gouvernementaux différents mais convergents dans leurs efforts pour assurer les profits des privilégiés au détriment de secteurs de la population toujours davantage paupérisés, méprisés ou réprimés. On peut aussi constater qu'elles ont obtenu, notamment au Chili ou à Hong Kong, des succès dont on ne sait pas le lendemain mais qui montrent qu'on a là tout autre chose que de simples réactions rituelles de désespoir face à un ordre des choses inamovible.

Il y a quinze ans, la perspective de la catastrophe écologique était moins prégnante. Cette nouvelle question écologique transforme-t-elle la question démocratique au sens où certains expliquent que la sauvegarde de la planète ne pourra pas se faire dans un cadre délibératif ?

Il y a déjà un certain temps que nos gouvernements fonctionnent avec l'alibi de la crise imminente qui interdit de confier les affaires du monde à ses habitants ordinaires et commande de les laisser au soin des spécialistes de la gestion des crises : c'est-à-dire en fait aux puissances financières et étatiques qui en sont responsables ou complices. Il est clair que la perspective de la catastrophe écologique vient à l'appui de leurs arguments. Mais il est clair aussi que la prétention de nos États à être les seuls capables d'affronter des questions globales est démentie par leur incapacité à prendre, individuellement et collectivement, des décisions à la mesure de cet enjeu. La revendication globaliste sert donc essentiellement à nous dire soit que c'est là une question politique trop compliquée pour nous, soit que c'est une question qui rend l'action politique traditionnelle caduque. Ainsi entendue, la question climatique sert la tendance à absorber la politique dans la police.

En face, il y a l'action de celles et ceux qui affirment que, puisque la question concerne chacun[e] d'entre nous, il est aussi au pouvoir de chacun[e] de s'en occuper. C'est ce qu'ont fait les mouvements du type Notre-Dame-des-Landes qui s'emparent d'un cas bien précis pour identifier la poursuite d'un objectif concret déterminé avec l'affirmation d'un pouvoir de

n'importe qui. L'annulation d'un projet d'aéroport ne règle évidemment pas la question du réchauffement à l'échelle planétaire. Mais elle montre en tout cas l'impossibilité de séparer les questions écologiques de la question démocratique entendue comme exercice d'un pouvoir égalitaire effectif.

Dans son dernier livre, Frédéric Lordon se démarque de ce qu'il nomme une « antipolitique » dans laquelle il range notamment une « politique restreinte à des intermittences » que serait en particulier le « repartage du sensible ». Que vous suggère cette critique adressée à certaines de vos manières de définir ce qu'est le politique ?



Je ne tiens pas à m'engager dans des polémiques personnelles. Je me limiterai donc à souligner quelques points qui ne sont peut-être pas clairs pour tout le monde dans ce que j'ai écrit. Je n'ai pas dit que la politique n'existait que par intermittences. J'ai dit qu'elle n'était pas une donnée constitutive et permanente de la vie des sociétés, parce que la politique, ce n'est pas seulement le pouvoir, mais l'idée et la pratique d'un pouvoir de n'importe qui. Ce pouvoir spécifique n'existe qu'en supplément et en opposition aux formes normales d'exercice du pouvoir. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe de politique que dans l'extraordinaire de moments de fête collective, qu'il ne faut rien faire entre-temps

et qu'il ne faut ni organisation ni institutions. Des organisations et des institutions, il y en a toujours eu et il y en aura toujours.

La question est de savoir ce qu'elles organisent et ce qu'elles instituent, quelle est la puissance qu'elles mettent en œuvre, celle de l'égalité ou celle de l'inégalité. Les organisations et institutions égalitaires sont celles qui développent cette puissance commune à tous qui, de fait, ne se manifeste que rarement à l'état pur. Dans l'état actuel de nos sociétés, il est clair que ce ne peuvent être que des contre-institutions et des organisations autonomes par rapport à un système représentatif qui n'est plus qu'un ressort du pouvoir étatique.

On peut aisément constater que dans les deux dernières décennies, un peu partout dans le monde, les seules mobilisations contre les avancées du pouvoir

financier et du pouvoir étatique ont été le fait de ces mouvements qu'on qualifie de « spontanéistes » bien qu'ils aient témoigné de capacités d'organisation concrète très supérieures à celles des « organisations » de gauche reconnues (n'oublions pas d'ailleurs que beaucoup de celles et ceux qui y ont joué un rôle étaient des militant[e]s déjà formé[e]s par des pratiques de lutte de terrain). Il est vrai que c'est très difficile de maintenir dans la durée cette puissance commune. Cela suppose de créer un autre temps, un temps qui soit fait de projets et d'actions autonomes, qui ne soit plus rythmé par le calendrier de la machine étatique. Mais on ne peut développer que ce qui existe. On ne peut construire dans la durée qu'à partir des actions qui ont effectivement changé, si peu et si brièvement que ce soit, le champ du possible.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.